



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR

MICHELBACH
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006700207_2024_11_05_Gravière_TP_Thur_Aspach_Michelbach_ViSuivEch
Code AIOT : 0006700207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR implanté GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach. L'inspection a été annoncée le 15/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 29 novembre 2023, il a été constaté au cours d'un contrôle que l'exploitant ne respectait pas certaines dispositions relatives à l'accueil et à la traçabilité des terres excavées. Il a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 23 février 2024.

Le contrôle a visé à vérifier la mise en conformité des conditions d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
- GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006700207

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gravière et Travaux Publics de la Thur exploite une carrière, ainsi que des installations de recyclage de matériaux inertes sur la commune d'Aspach-Michelbach (68700). L'exploitation de la carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 03 août 2004 pour une durée de 28 ans. L'installation assure également le transit de déchets inertes. Elle réceptionne des terres qui sont commercialisées après ou sans criblage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Référentiels utilisés :
 - Arrêté du 23 février 2024 portant mise en demeure à la société Gravières et Travaux Publics de la Thur de respecter certaines des dispositions applicables aux installations de son site de carrière d'Aspach-Michelbach (68)
 - Arrêté du 23 février 2024 portant mise en demeure à la société Gravières et Travaux Publics de la Thur de respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets pour ses installations sises à Aspach-Michelbach (68)

Ces arrêtés ont été notifiés à l'exploitant le 04 mars 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux de procédé	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Registre des terres excavées entrantes	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 5	Astreinte, Demande d'action corrective	2 mois
6	Registre des terres excavées sortantes	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 5	Astreinte, Demande d'action corrective	2 mois
7	Traçabilité des déchets (entrants / sortants)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	Mise en demeure, déchets	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sortie du statut de déchet	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2	Sans objet
3	Valorisation des terres excavées	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 3	Sans objet
4	Numérotation des	AP de Mise en Demeure du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lots de terre excavées	23/02/2024, article 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît qu'en l'état, les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de répondre aux mises en demeure pour ce qui concerne les eaux de procédé, ainsi que les registres de terres excavées entrantes et sortantes.

Concernant les points relatifs à l'arrêté du 04 juin 2021, au vu des éléments présentés par l'exploitant, il apparaît que la mise en demeure est caduque, l'usage des terres n'entrant pas dans le champ prévu par l'arrêté du 04 juin 2021, à savoir :

« *Utilisation en génie civil : emploi pour la réalisation et la réhabilitation d'ouvrages de construction et d'infrastructures. Le génie civil inclut par exemple : le gros œuvre, les constructions industrielles, les infrastructures de transport, les constructions hydrauliques, les infrastructures urbaines. Utilisation en aménagement : emploi pour une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ou d'opérations de construction faisant l'objet d'une procédure ou autorisation d'urbanisme (par exemple, zone d'aménagement concertée, projet urbain partenarial, lotissement, résorption de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux) ».*

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de procédé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024 (respect prescriptions), article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé :</p> <p>« <i>Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits.</i></p> <p><i>Pendant la durée d'exploitation de la carrière, les eaux de lavage après décantation pourront continuer à être rejetées dans le plan d'eau de la carrière, sous réserve de respecter les dispositions de qualité suivantes :</i></p> <p>[...]</p> <p>- <i>Matières en suspension MES : concentration inférieure à 30 mg/l</i></p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 29 novembre 2023, il a été constaté que la valeur limite d'émission (VLE) en matières en suspension n'était pas respectée pour les rejets d'eau de procédé dans le plan d'eau (pour le prélèvement du 09 octobre 2023, la mesure de matières en suspension était de 99 mg/l).</p> <p>Un nouveau contrôle a été réalisé le 21 juin 2024. Le rapport de mesure stipule que "<i>suite à des problèmes techniques lors de l'analyse des MES, le laboratoire ne pourra rendre de résultat sur ce paramètre (plus d'eau disponible pour une analyse)</i>". L'exploitant a alors procédé via un kit de prélèvement fourni par le laboratoire à un prélèvement le 28 octobre 2024, dont le résultat n'est</p>

pas disponible au jour de l'inspection. L'exploitant déclare par ailleurs la venue du prestataire pour un nouveau prélèvement prévue pour la fin du mois de novembre 2024, et propose de transmettre les résultats dès leur obtention.

Dans l'attente de la réception des résultats de ces analyses, il n'est pas statué sur le respect de cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant transmette les résultats de mesures réalisées en octobre et novembre 2024 dans les plus brefs délais. En cas de dépassement, il précisera les actions correctives engagées.

En outre, il est rappelé que si les analyses ne peuvent pas être réalisées lors du passage de l'organisme de contrôle, il appartient à l'exploitant de faire procéder dans les meilleurs délais à un nouveau prélèvement.

Enfin, comme déjà indiqué dans le rapport de l'inspection du 11 décembre 2023, l'exploitant a également la possibilité de solliciter une modification de la VLE dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, sous réserve d'en justifier l'acceptabilité et de respecter l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Le cas échéant, il lui appartiendra notamment de justifier l'acceptabilité de la valeur limite proposée sur la base des justifications suivantes :

- les fines rejetées dans la gravière ne font pas obstacle à un défrètement maximal du gisement,
- les rejets des eaux de procédés ne portent pas atteinte au milieu naturel et à l'hydrodynamique du plan d'eau,
- les rejets dans le plan d'eau ne contiennent plus de matériaux valorisables,
- le volume d'eau utilisé dans le cadre du lavage des matériaux est optimisé,
- les rejets sont compatibles avec les plans prévus pour la remise en état du site.

Les justifications s'appuieront notamment sur les éléments suivants :

- le volume d'eau nécessaire aux installations de traitement (volumes prélevés, volumes rejetés, gestion économe de la ressource en eau, ...),
- la proportion de fines dans le gisement,
- l'évaluation des quantités de fines rejetées dans le plan d'eau (bilan massique à minima, analyses et bilans quantitatifs permettant de juger des quantités de fines abattues par les traitements),
- les caractéristiques des matériaux rejetés dans le plan d'eau après traitement des eaux de procédé,
- les zones de rejets et la dynamique de dépôt des fines au regard des zones à exploiter, les capacités techniques de l'outil d'extraction qui doivent permettre l'exploitation du gisement malgré d'éventuels dépôts de fines,
- les modes de valorisation possibles en lien avec le plan de gestion des déchets inertes (art 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994),
- la justification du choix des solutions de pré-traitement retenues,
- le dimensionnement des solutions de décantation (y compris la fréquence de curage et le devenir des bassins de décantation au terme de l'exploitation),
- le cas échéant, une étude technico-économique d'amélioration des performances du traitement des fines,
- la position de la surverse du dernier bassin de décantation,
- un bilan des données hydrogéologiques quant au maintien de l'hydraulique du plan d'eau,

<ul style="list-style-type: none"> toutes justifications relatives à l'absence d'incidence sur le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Sortie du statut de déchet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024 (déchets), article 2
Thème(s) : Autre, Sortie du statut de déchet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2021 susvisé :</p> <p>« Les terres excavées et sédiments qui ont fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement cessent d'être des déchets lorsque la personne réalisant la préparation a vérifié que la totalité des critères suivants sont satisfaits :</p> <p>a) Les déchets entrant destinés à la préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ;</p> <p>b) Les déchets ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ;</p> <p>c) La personne réalisant la préparation a conclu, pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement, un contrat de cession avec l'aménageur. Ce contrat pourra être fait par lot ou pour un ensemble de lots. Ce contrat devra au minimum comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone où a eu lieu l'excavation ; - la période d'excavation des terres excavées et sédiments ; - le volume de terres excavées et sédiments concerné ; - le site receveur concerné par l'utilisation en génie civil ou en aménagement, identifié par des coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone de valorisation ; - la période d'utilisation en génie civil ou en aménagement ; - l'engagement de l'aménageur à respecter l'usage retenu pour la valorisation en génie civil ou en aménagement conformément aux guides considérés à la section 2 de l'annexe I ; - les dispositions constructives et limitations d'usages selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - la qualité des terres excavées ou sédiments dragués évaluée selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ; - les modalités d'entreposage intermédiaire, lorsqu'un entreposage est nécessaire, selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement le cas échéant ; - la ou les opérations menées pour la préparation en vue d'une valorisation en génie civil ou en aménagement.»
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de la visite d'inspection des installations classées du 29 novembre 2023, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas de contrat de cession et qu'il ne réalisait pas de vérification particulière pour s'assurer que les terres réceptionnées étaient conformes aux critères définis (Article 2 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2021).</p> <p>Lors de la visite du 05 novembre 2024, le délai de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2024</p>

<p>est échu depuis le 04 juillet 2024. L'exploitant dispose à présent d'un modèle de contrat de cession, qui a été distribué aux clients, en revanche ce document n'est pas encore utilisé.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a communiqué par courriel du 08 novembre 2024 des factures relatives à la commercialisation des terres qui sortent de l'installation (avec ou sans traitement).</p> <p>Au regard de ces éléments, il apparaît que les terres commercialisées n'entrent pas dans le cadre de projet d'aménagement ou de génie civil au sens de l'arrêté du 04 juin 2021 :</p> <p><i>« Utilisation en génie civil : emploi pour la réalisation et la réhabilitation d'ouvrages de construction et d'infrastructures. Le génie civil inclut par exemple : le gros œuvre, les constructions industrielles, les infrastructures de transport, les constructions hydrauliques, les infrastructures urbaines. Utilisation en aménagement : emploi pour une opération d'aménagement au sens de l'<u>article L. 300-1 du code de l'urbanisme</u>, ou d'opérations de construction faisant l'objet d'une procédure ou autorisation d'urbanisme (par exemple, zone d'aménagement concertée, projet urbain partenarial, lotissement, résorption de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux) ».</i></p> <p>Dans ces conditions, la mise en demeure est caduque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant venait à commercialiser des terres dans le cadre de projets d'aménagement ou de génie civil au sens de l'arrêté du 04 juin 2021, il lui appartiendrait de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 04 juin 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Valorisation des terres excavées

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024 (déchets), article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2021 susvisé :</p> <p><i>« Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établi, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité.[...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il avait été constaté lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2023, que l'exploitant ne délivrait pas d'attestation de conformité.</p> <p>Lors de la visite du 05 novembre 2024, l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2024 est échu depuis le 04 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant présente un modèle d'attestation de conformité, ce modèle dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coordonnées du site où a été réalisé la préparation, • raison sociale de la personne à qui le lot est remis, • n° d'identification du lot, • dispositions respectées pour le lot préparé (criblage, conformités à une réglementation particulière),

- nom et signature de la personne ayant réalisé la préparation.

Il a été constaté que des déchets ont été évacués depuis l'échéance de la mise en demeure, sans respecter la prescription précitée, en effet l'exploitant déclare que durant l'année 2024, 4 000 tonnes de matériaux ont été vendus sur le site d'Aspach-Michelbach, depuis l'échéance de la mise en demeure.

En revanche il apparaît que le document présenté n'est pas encore utilisé par l'exploitant, et il ne fournit pas d'attestation à ses clients.

Toutefois, compte tenu des éléments présentés postérieurement à la visite, comme indiqué au constat 2, les terres commercialisées n'entrent pas dans le cadre de projets d'aménagements ou de génie civil au sens de l'arrêté du 04 juin 2021.

Dans ces conditions la mise en demeure est caduque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Numérotation des lots de terre excavées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024 (déchets), article 4

Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 4 mois s à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2021 susvisé :

« Chaque lot de terres excavées et sédiments est identifié par un numéro unique et le site producteur est référencé, afin de pouvoir justifier de la traçabilité et du statut de ces terres excavées et sédiments lors du contrôle des autorités compétentes. Le système de numérotation est consigné dans le manuel de qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchets. »

Constats :

Pour mémoire, lors de la visite d'inspection des installations classées du 29 novembre 2023, il avait été constaté que l'exploitant n'identifiait pas les lots de terre excavées et que la traçabilité n'était pas réalisée (article 4 de l'arrêté du 4 juin 2021).

Lors de la visite du 05 novembre 2024, le délai de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2024 est échu depuis le 04 juillet 2024.

L'exploitant déclare ne pas avoir mis en place de procédure d'identification des terres réceptionnées, celui-ci déclare qu'il y a un trop grand nombre de particuliers amenant de petites quantités, et que la procédure d'identification est trop fastidieuse à mettre en place.

L'exploitant déclare qu'il ne mélange pas les différents entrants sur son site, ce qui consomme une place non négligeable.

Les lots de terres ne sont pas identifiés par un numéro unique.

Toutefois, compte tenu des éléments présentés postérieurement à la visite, comme indiqué au constat 2, les terres commercialisées n'entrent pas dans le cadre de projets d'aménagements ou de génie civil au sens de l'arrêté du 04 juin 2021.

Dans ces conditions la mise en demeure est caduque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre des terres excavées entrantes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024 (déchets), article 5
Thème(s) : Situation administrative, Suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des articles 6 & 7 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>Article 6</p> <p>« Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

<p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de la visite d'inspection des installations classées du 29 novembre 2023, il avait été constaté que le registre présenté par l'exploitant ne répondait pas aux éléments attendus (Article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021).</p> <p>Lors de la visite du 05 novembre 2024, le délai de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2024 est échu depuis le 04 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant présente, en annexe de sa "procédure d'acceptation préalable et contrôle des déchets", un modèle de registre d'admission / refus. Ce document présente les éléments suivants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Origine des déchets, • Nom et adresse de l'installation expéditrice, • nature du déchet entrant (code déchet), • quantité, • date de réception, • le cas échéant , motif de refus, • le cas échéant, numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets, • numéro du bon de livraison, • numéro du document préalable, • opérateur réceptionnaire, • code produit interne. <p>Il est donc constaté que l'exploitant dispose d'un modèle de document, mais ne l'utilise pas. A ce stade, il ne s'est pas conformé à la mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en application les registres présentés pour les déchets entrants. Il s'assurera que le registre comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Registre des terres excavées sortantes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Suivi
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des articles 6 & 7 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 susvisé : [...] Article 7 <i>« Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments. »</i>
Constats : Pour mémoire, lors de la visite d'inspection des installations classées du 29 novembre 2023, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un registre sur lequel il consignait les éléments relatifs aux terres sortantes (Article 7 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021). Lors de la visite du 05 novembre 2024, le délai de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2024 est échu depuis le 04 juillet 2024. L'exploitant dispose des factures de vente des terres à ses clients, en revanche il n'existe pas de registre de suivi des terres qui sortent du site. L'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant : Il appartient à l'exploitant de mettre en place un registre comportant l'ensemble des informations précisées à l'article 7 de l'arrêté du 31 mai 2021 : <i>« Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</i> <i>a) Concernant la date de sortie :</i> <i>- la date de l'expédition des terres excavées et sédiments ;</i> <i>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</i> <i>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</i> <i>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</i> <i>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</i> <i>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</i> <i>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</i> <i>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</i> <i>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</i> <i>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</i>

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'<u>article R. 541-56 du code de l'environnement</u>, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge les terres excavées et sédiments, et, s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'<u>article R. 541-53 du code de l'environnement</u> ; <p>d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ; - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'<u>article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime</u>, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'<u>article L. 541-1 du code de l'environnement</u> ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Traçabilité des déchets (entrants / sortants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée :

[...]

Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.

Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.

[...]

Constats :

Aucun arrêté préfectoral encadrant les conditions d'exploitation de l'installation n'exonère l'exploitant des obligations de traçabilité tel que prévu par la présente prescription.

Il a été constaté au cours du contrôle qu'il n'existe pas de traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.

Dans ces conditions, il est proposé une mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour se conformer à la prescription, il appartient à l'exploitant de mettre en place une traçabilité répondant à la prescription précitée. Dans ce cadre, l'exploitant peut utilement s'appuyer sur les recommandations du « guide de valorisation hors site des terres excavées non issues de sites et sols pollués dans des projets d'aménagement » pour ce qui concerne la traçabilité.

Dans l'hypothèse où les déchets feraient l'objet d'une transformation importante (ce qui ne semble pas être le cas) et sous réserve de le justifier, l'exploitant aurait également la possibilité de demander au préfet une exonération des obligations de traçabilité entre déchets entrants et sortants telle que prévue par la prescription précitée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 2 mois